

DEPARTEMENT
DE L'HERAULT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE LA GRANDE MOTTE

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2018

NOMBRE DE MEMBRES		
En exercice	Afférents au Conseil Municipal	Qui ont pris part à la délibération
29	28	28

Bilan de la concertation

Arrêt du projet de règlement local de publicité

N° 712

L'an deux mille dix-huit
Le 18 décembre à 18 heures

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Stéphan ROSSIGNOL, Maire.

Etaient présents : MM. ROSSIGNOL, LAUNAY, Mme JENIN-VIGNAUD, M. BONNEFOUX, Mme PARENA, M. BOUVAREL, Mme BIOU, M. TAUZIN, Mme GUERINEAU, M. DE SAN FELIX, Mme REINARD, M. REY, Mme GIBERNON, M. ROUVIERE, Mmes BERGÉ, ZORDIA, DELNOTT, M. HUOT, Mmes DALMAU, PUJOL, BERGER, HOLLENDER, M. DURAND

Excusés : Mme PRONOST (pouvoir à M. ROSSIGNOL)
M. MANDEL (pouvoir à Mme GUERINEAU)
M. VINCENT (pouvoir à M. DE SAN FELIX)
Mme TELUOB (pouvoir à Mme BERGÉ)
M. FRAPPA (pouvoir à M. LAUNAY)

Absents : M. THIOLLET

M. BONNEFOUX est nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire laisse la parole à Mme JENIN-VIGNAUD, Adjointe au Maire, qui expose :

Par délibération en date du 23 mars 2017, le Conseil Municipal a prescrit l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité (RLP) et a défini les modalités de la concertation.

Objectifs de la démarche

Les objectifs annoncés lors de la délibération prescrivant le futur RLP sont les suivants :

- Préserver la qualité et le cadre de vie des Grands Mottois sur l'ensemble du territoire communal en se dotant d'un outil prenant en compte les spécificités des bâtiments de La Grande Motte.

- Préserver l'image du patrimoine situé en site inscrit, pour lequel le label patrimoine du XXème siècle a été attribué, en assurant d'une part l'intégration des enseignes à l'architecture de Jean Balladur [...] et d'autre part, en encadrant la publicité en site inscrit en proposant des dispositions plus restrictives que celles du règlement national.
- Fixer des règles communes d'implantation des enseignes garantes de l'homogénéité et de la qualité de l'ensemble tout en proposant un traitement détaillé immeuble par immeuble afin de mettre en valeur l'originalité de chaque bâtiment qui est unique.
- Veiller à permettre la lisibilité des enseignes à partir des voies de circulation en s'adaptant au positionnement et à la configuration de chaque immeuble. [...]
- Permettre la publicité sur mobilier urbain en site inscrit tout en veillant à préserver la qualité visuelle et la sécurité des usagers de la route sur les axes structurants du territoire en fixant des conditions restrictives visant à réduire les formats et à limiter la densité des supports d'affichage.
- Définir les normes relatives à la qualité esthétique des matériels constituant le mobilier urbain supportant de la publicité.
- Améliorer la qualité visuelle de la zone artisanale et de la zone technique portuaire de la commune.

Bilan de la concertation

La concertation est une composante indispensable, et même obligatoire, de la procédure d'élaboration d'un RLP. La collectivité a donc établi les principes de la concertation avec les acteurs économiques locaux, les professionnels de l'affichage (afficheurs, fabricants d'enseignes), les associations de protection de l'environnement et tout public intéressé.

Les objectifs de la concertation étaient les suivants :

- Alimenter la réflexion en rapport étroit avec les réalités locales,
- Associer le plus tôt possible les acteurs locaux afin de connaître leurs sensibilités, leurs préconisations.

La commune a mis à disposition du public en son siège un registre de concertation du 9 mai 2017 au 29 novembre 2018. Il était accompagné d'un dossier alimenté au fur et à mesure de la démarche comprenant la délibération initiale, le diagnostic, le débat du Conseil Municipal susmentionnés ainsi que le projet de RLP.

Aucune remarque particulière n'a été faite sur le registre de concertation mis à disposition du public qui est resté vierge.

Cinq réunions de travail ont été organisées, dont deux avec invitation aux représentants des personnes publiques associées (DDTM, UDAP, Département, CCI, CMA, CA Pays de l'Or...) : le 15 mai 2018 pour la présentation du diagnostic et des orientations du futur RLP et le 30 octobre 2018 pour la présentation de l'avant-projet de RLP.

Ces réunions de travail ainsi que les échanges par courriel avec les PPA ont permis de valider les orientations et objectifs du futur RLP ainsi qu'un avant-projet de RLP.

Deux ateliers de concertation en direction respectivement des acteurs économiques locaux et des représentants des afficheurs (une association agréée de protection de l'environnement étant invitée aux deux) se sont déroulés le 27 juin 2018.

Ces réunions qui ont accueillies 11 intervenants extérieurs à la mairie (dont 3 sociétés d'affichage, 6 commerces et l'UDAP) ont permis de recueillir leurs remarques et suggestions et de faire évoluer le projet de RLP.

Comme annoncé lors du lancement de la démarche, une réunion publique a été organisée, le 17 septembre 2018.

Cette réunion a réuni 24 participants extérieurs à la mairie dont 13 commerçants locaux et 11 particuliers.

A l'occasion de cette réunion, les participants ont montré une adhésion globale au projet visant une amélioration du cadre de vie et de l'aspect des commerces. Certains participants ont même fait des suggestions de renforcement des dispositions proposées.

L'avant-projet de RLP a ensuite été adressé par courriel à l'ensemble des personnes publiques associées et aux personnes qualifiées (représentants des afficheurs, associations...) pour avis.

A la suite de cet envoi, il n'y a pas eu de réponse à ce jour des sociétés d'affichage et des associations.

Pour les services de l'Etat, seuls le département et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) ont fait part de leurs observations à ce jour.

Enfin, une réunion de travail à laquelle l'ensemble des personnes publiques associées ont été invitées (réunion PPA) s'est déroulée le 28 novembre 2018 faisant le bilan de la concertation, procédant aux derniers arbitrages et validant le projet de RLP en vue de la présente délibération.

De petits ajustements ont été opérés, en particulier, à la demande de la DDTM, sur le plan de zonage, le rapport de présentation et la partie réglementaire.

Contenu du projet de RLP

Le projet de RLP réintroduit de manière modérée la publicité normalement interdite dans un site inscrit.

Des dispositions qualitatives pour les enseignes sont prévues pour l'ensemble du territoire avec une attention particulière sur les bâtiments d'architecture de type balladurienne.

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-14 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.153-8 et suivants, L.103-3, R.153-1 et suivants,

Vu la délibération n° 438 du 23 mars 2017 prescrivant l'élaboration d'un règlement local de publicité et définissant ses objectifs et les modalités de la concertation,

Vu, la délibération n° 631 du 26 juin 2018 actant le débat qui a eu lieu au sein du conseil municipal sur les objectifs et les orientations générales du projet de règlement local de publicité,

Vu le projet de règlement local de publicité et notamment le projet de règlement et ses annexes (plan de zonage, lexique...),

Vu la phase de concertation menée à compter de l'ouverture du registre de concertation du 9 mai 2017 au 28 novembre 2018, date de la réunion des personnes publiques associées faisant le bilan de la concertation,

Considérant que le projet de règlement local de publicité est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration, ainsi qu'aux communes limitrophes et aux EPCI directement intéressés en faisant la demande,

Monsieur le Maire vous propose :

- d'approuver le bilan arrêté de la concertation mise en œuvre à l'occasion de l'élaboration du projet de règlement local de publicité, dont les modalités correspondent à celles qui ont été définies par la délibération du Conseil Municipal prescrivant l'élaboration du RLP,
- d'approuver le projet de règlement local de publicité arrêté de la Commune de La Grande Motte tel qu'il est annexé à la présente,
- de préciser que la présente délibération et le projet de règlement local de publicité seront transmis pour avis :
 - à l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du règlement local de publicité,
 - aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui en feront la demande,
 - aux présidents d'associations agréées qui en feront la demande.

La présente délibération sera affichée en mairie de la Commune de La Grande Motte, conformément aux dispositions des articles R153-21 et R153-22 du Code de l'urbanisme, pendant un mois.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Mme JENIN-VIGNAUD et après en avoir délibéré par :

Voix Pour : 26

Voix Contre : 2 – Mme HOLLENDER, M. DURAND

Abstentions : 0

décide d'approuver les propositions de Monsieur le Maire.

Fait et délibéré le 18 décembre 2018.

Le Maire,
Président de l'Agglomération
du Pays de l'Or

Stéphan ROSSIONOL

